Le CONSEIL D'ÉTAT de la République et canton de Genève, vu la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993, arrête :

Chapitre I Dispositions générales

Art. 1 Buts

Le présent règlement a pour buts :

- a) de définir le référentiel comptable applicable à l'établissement des états financiers de l'administration cantonale et des entités visées par l'article 2;
- b) d'édicter la liste des dérogations générales au référentiel comptable applicable;
- c) de définir les éléments particuliers qui doivent figurer dans les notes annexes aux états financiers;
- d) de délimiter le périmètre de consolidation des états financiers.

Art. 2 Champ d'application

Les entités tenues d'établir leurs états financiers selon le référentiel comptable défini par le présent règlement sont :

- a) l'administration cantonale, comprenant les 7 départements et la chancellerie d'Etat;
- b) le Grand Conseil, le pouvoir judiciaire, la Cour des comptes et l'Assemblée constituante;
- c) les autres entités soumises aux normes IPSAS de par la loi ou par décision du Conseil d'Etat;
- d) les entités qui ont opté volontairement pour l'application des normes IPSAS.

Chapitre II Normes comptables applicables

Art. 3 Référentiel comptable principal

¹ Le référentiel comptable au sens du présent règlement est constitué par les normes internationales pour le secteur public (IPSAS) publiées par l'IPSAS Board, à l'exception des dérogations édictées par le Conseil d'Etat selon l'article 6.

² La liste des entités publiques qui doivent présenter leurs états financiers selon les normes IPSAS, avec ou sans les dérogations édictées par le Conseil d'Etat, est définie dans l'annexe III, faisant partie intégrante du présent règlement.

Art. 4 Autres normes comptables

¹ Les entités qui répondent aux critères permettant de les qualifier d'entreprises publiques doivent présenter leurs états financiers selon les normes internationales d'information financières (IFRS) publiées par l'« International Accounting Standards Board » (IASB).

² La liste des entreprises publiques qui doivent présenter leurs états financiers selon les normes IFRS est définie dans l'annexe III, faisant partie intégrante du présent règlement.

Chapitre III Normes IPSAS et dérogations

Art. 5 Normes IPSAS

Normes applicables

¹ Les normes IPSAS applicables sont :

- a) les normes publiées et en vigueur au 1^{er} janvier 2012, à savoir les normes IPSAS 1 à 14, 16 à 27 et 31;
- b) les normes publiées et non entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2012, mais applicables par anticipation, à savoir les normes IPSAS 28, 29 et 30.

Normes non applicables par anticipation

² La norme IPSAS 32, les améliorations aux normes IPSAS publiées en octobre 2011, ainsi que les normes et améliorations publiées postérieurement à l'entrée en vigueur du présent règlement, ne sont pas applicables par anticipation.

Liste

³ L'annexe II, qui fait partie intégrante du présent règlement, établit la liste des normes IPSAS ainsi que le régime qui leur est applicable.

Art. 6 Dérogations aux normes IPSAS applicables à compter de l'exercice 2012

¹ Les dérogations aux normes IPSAS pour l'établissement des états financiers sont les suivantes :

- a) les engagements de prévoyance relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi des institutions de prévoyance ne doivent pas être comptabilisés (IPSAS 25);
- b) le montant total des rémunérations et avantages accordés aux membres proches de la famille des principaux dirigeants ne doit pas être publié dans les états financiers (IPSAS 20).

² Si une entité choisit de ne pas appliquer les dérogations ci-dessus, elle doit alors faire une application intégrale des normes IPSAS.

³ L'Etat mentionne dans l'annexe aux états financiers, de manière explicite et chiffrée, l'incidence de la dérogation à la norme IPSAS 25 en se basant sur les données produites par les caisses de pension (taux de couverture, capitaux de prévoyance, découvert). Les autres entités ne sont pas tenues de mentionner l'incidence de cette dérogation dans leurs états financiers. Elles peuvent néanmoins en faire mention, pour autant qu'elles se fondent sur des données produites par les caisses de pension et que l'information fournie n'induit pas en erreur l'utilisateur des états financiers.

Art. 7 Options prévues par les normes IPSAS

Lorsque les normes IPSAS applicables prévoient plusieurs alternatives ou options, ces choix sont effectués par le biais du manuel comptable visé à l'article 8.

Art. 8 Directives d'exécution et manuel comptable

En application de l'article 71, lettre a, de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993, le département des finances est chargé d'édicter les normes d'exécution du présent règlement, sous forme de directives. Ces directives prendront notamment la forme d'un manuel comptable destiné à l'administration cantonale et aux entités faisant partie du périmètre de consolidation.

Chapitre IV Périmètre de consolidation

Section 1 Dispositions générales

Art. 9 Critères de consolidation

¹ Le périmètre de consolidation est défini selon les critères cumulatifs suivants :

- a) le contrôle, qui englobe les 2 éléments cumulatifs suivants :
 - 1° le pouvoir, comprenant la faculté de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité par les droits de vote ainsi que celle de nommer et révoquer la majorité des membres de l'organe de direction et d'administration,
 - 2° les avantages, comprenant le droit d'obtenir des distributions d'actifs de l'entité (dividendes par exemple), de pouvoir la dissoudre et d'obtenir les avantages économiques résiduels (dividende de liquidation), d'une part, et le devoir d'assumer des obligations significatives, d'autre part;
- b) les prestations effectuées, qui doivent faire partie de l'une des politiques publiques publiées au budget.

² Au surplus, l'une des 2 conditions suivantes doit être remplie :

- a) le montant total du bilan de l'entité est supérieur à 100 millions de francs;
- b) les indemnités ou aides financières reçues de l'Etat par l'entité sont supérieures à 100 millions de francs.

³ L'alinéa 1, lettre b, et l'alinéa 2 ne s'appliquent pas aux entités autres que l'Etat, lorsqu'elles doivent elles-mêmes consolider d'autres entités.

Art. 10 Entités consolidées dans les comptes de l'Etat de Genève

¹ La liste des entités qui font partie du périmètre de consolidation de l'Etat et la méthode de consolidation appliquée à chaque entité sont définies dans l'annexe I faisant partie intégrante du présent règlement.

² Les entités mentionnées à l'alinéa 1 soumettent à l'Etat les données nécessaires à la consolidation selon le référentiel comptable principal visé à l'article 3.

Art. 11 Organe de révision

¹ Sous réserve des dispositions et directives fédérales, l'étendue du contrôle et du rapport de révision des entités faisant partie du périmètre de consolidation mais non soumises à la loi

sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, est équivalente à celle du contrôle ordinaire pour les sociétés anonymes, au sens des articles 728a et 728b du code des obligations, applicables par analogie à titre de droit cantonal supplétif.

² Une disposition cantonale ou fédérale, de même qu'une demande expresse du département de tutelle, peuvent régler la durée du mandat de l'organe de révision.

Art. 12⁽¹⁾ Transmission de plan financier

Les entités faisant partie du périmètre de consolidation transmettent chaque année au département des finances, au plus tard le 31 décembre, leur plan financier à moyen terme, approuvé par leurs organes compétents.

Section 2 Dispositions applicables à certaines entités

Art. 13 Entreprises publiques

Les actifs détenus par des entreprises publiques au sens de l'article 4 sont des actifs générateurs de trésorerie au sens des normes IPSAS et font l'objet de tests de dépréciation selon la méthode des flux de trésorerie actualisés.

Art. 14 Bâtiments mis à disposition

Les Hôpitaux universitaires de Genève et l'Université de Genève ne comptabilisent pas à l'actif de leur bilan les bâtiments mis à disposition par l'Etat.

Art. 15 Options de bouclement

En accord avec leur département de tutelle, les institutions mentionnées ci-après peuvent opter pour les traitements comptables suivants :

- les subventions non monétaires relatives au droit de sillon des Transports publics genevois et aux bâtiments mis à disposition des Hôpitaux universitaires de Genève et de l'Université de Genève sont comptabilisées sur la base d'estimations transmises en fin d'année par le département des finances;
- les subventions d'investissement octroyées par l'Etat aux Hôpitaux universitaires de Genève sont comptabilisées sur la base de décomptes arrêtés à fin octobre.

Chapitre V Dispositions particulières

Art. 16 Corrections d'erreurs

L'Etat doit uniquement identifier et comptabiliser selon la norme IPSAS 3 les corrections d'erreurs d'un montant supérieur à 10 millions de francs.

Art. 17 Prix de transfert et prix de cession

L'acceptation par le Conseil général d'un transfert ou d'une cession d'actif est constitutive d'une juste valeur quant au prix de transfert.

Chapitre VI Dispositions finales et transitoires

Art. 18 Clause abrogatoire

Le règlement sur l'établissement des états financiers, du 15 décembre 2010, est abrogé.

Art. 19 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le lendemain de sa publication dans la Feuille d'avis officielle et déploie ses effets sur l'exercice comptable débutant au 1^{er} janvier 2012.

Annexe I : Périmètre de consolidation

A. Tableau des entités consolidées

Entités consolidées	Méthode de consolidation
Etablissements de droit public	
Services industriels de Genève (SIG)	Intégration globale
Hôpitaux universitaires de Genève (HUG)	Intégration globale
Aéroport international de Genève (AIG)	Intégration globale
Transports publics genevois (TPG)	Intégration globale
Université de Genève (UNIGE)	Intégration globale
Hospice général (HG)	Intégration globale
Fondations de droit public	
Fondation des parkings (FdP)	Intégration globale
Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI)	Intégration globale
Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif (FPLC)	Intégration globale
Fondations immobilières de droit public	
Fondation HBM Camille Martin	Intégration globale
Fondation HBM Emma Kammacher	Intégration globale
Fondation HBM Jean Dutoit	Intégration globale
Fondation HBM Emile Dupont	Intégration globale
Fondation René et Kate Block	Intégration globale
Fondations de droit privé	
Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD)	Intégration globale
Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI)	Mise en équivalence
Société anonyme	
Palexpo SA	Intégration globale

B. Cas particulier : motif d'exclusion de la Banque cantonale de Genève (BCGe)

La Banque cantonale de Genève est exclue du périmètre de consolidation du fait que ses prestations ne font pas partie de l'une des politiques publiques publiées au budget (art. 9, al. 1, lettre b).

Annexe II : Tableau des normes IPSAS applicables au 1^{er} janvier 2012

N°	Libellé	Statut au 01.01.2012 / Conditions particulières
1	Présentation des états financiers	Publiée, en vigueur
2	Tableau des flux de trésorerie	Publiée, en vigueur
3	Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs	Publiée, en vigueur
4	Effets des variations des cours des monnaies étrangères	Publiée, en vigueur
5	Coûts d'emprunts	Publiée, en vigueur
6	Etats financiers consolidés et individuels	Publiée, en vigueur
7	Participations dans des entités associées	Publiée, en vigueur
8	Participations dans des coentreprises	Publiée, en vigueur
9	Produit des opérations avec contrepartie directe	Publiée, en vigueur
10	Information financière dans les économies hyperinflationnistes	Publiée, en vigueur
11	Contrats de construction	Publiée, en vigueur
12	Stocks	Publiée, en vigueur
13	Contrats de location	Publiée, en vigueur
14	Evénements postérieurs à la date de reporting	Publiée, en vigueur
15	–	–
16	Immeubles de placement	Publiée, en vigueur

17 Immobilisations corporelles	Publiée, en vigueur
18 Information sectorielle	Publiée, en vigueur
19 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels	Publiée, en vigueur
20 Information relative aux parties liées	Publiée, en vigueur (dérogation selon art. 6)
21 Dépréciation d'actifs non générateurs de trésorerie	Publiée, en vigueur
22 Présentation d'informations financières sur le secteur des administrations publiques	Publiée, en vigueur
23 Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)	Publiée, en vigueur
24 Présentation de l'information budgétaire dans les états financiers	Publiée, en vigueur
25 Avantages au personnel	Publiée, non en vigueur (dérogation selon art. 6)
26 Dépréciation d'actifs générateurs de trésorerie	Publiée, en vigueur
27 Agriculture	Publiée, en vigueur
28 Instruments financiers : présentation	Publiée, non en vigueur (application anticipée)
29 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation	Publiée, non en vigueur (application anticipée)
30 Instruments financiers : information à fournir	Publiée, non en vigueur (application anticipée)
31 Immobilisations incorporelles	Publiée, en vigueur
32 Accords de concession de services : concédant	Publiée, non en vigueur (non applicable par anticipation)

Annexe III : Référentiels comptables applicables aux entités

N°	Entités	Référentiel comptable
<i>Etablissements de droit public</i>		
1	Services industriels de Genève (SIG)	IFRS
2	Hôpitaux universitaires de Genève (HUG)	IPSAS*
3	Aéroport international de Genève (AIG)	IFRS
4	Transports publics genevois (TPG)	IPSAS*
5	Université de Genève (UNIGE)	IPSAS*
6	Hospice général (HG)	IPSAS*
<i>Fondations de droit public</i>		
7	Fondation des parkings (FdP)	IPSAS*
8	Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI)	IFRS
9	Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif (FPLC)	IPSAS*
<i>Fondations immobilières de droit public</i>		
10	Fondation HBM Camille Martin	IPSAS*
11	Fondation HBM Emma Kammacher	IPSAS*
12	Fondation HBM Jean Dutoit	IPSAS*
13	Fondation HBM Emile Dupont	IPSAS*
14	Fondation René et Kate Block	IPSAS*
<i>Fondations de droit privé</i>		
15	Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD)	IPSAS*
16	Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI)	IPSAS
<i>Société anonyme</i>		
17	Palexpo SA	IPSAS*

IPSAS* : IPSAS à l'exception des dérogations édictées par le Conseil d'Etat

RSG	Intitulé	Date d'adoption	Entrée en vigueur
D 1 05.15	R sur l'établissement des états financiers	12.12.2012	19.12.2012
<i>Modification :</i> 1. <i>n.t.</i> : 12		18.09.2013	25.09.2013